

CHAPITRE IV : LA PENSÉE ÉCONOMIQUE DANS LE SOCIALISME ET DANS L'ÉCOLE HISTORIQUE ALLEMANDE

Le XIX^{ème} siècle était la période du développement du capitalisme, arrivé à maturation avec la seconde révolution industrielle à partir de la deuxième moitié du siècle. Or, cette maturation était révélatrice de répercussions néfastes sur la majeure partie de la population, la population laborieuse. Une situation qui laisse un certain nombre d'auteurs soulever les tares et les contradictions du système, pour critiquer la pensée économique le soutenant. En effet, alors que l'économie politique libérale de l'époque donne une place importante au travail et à la production, il se trouve que les ouvriers, ceux qui produisent, ne cessent de voir leurs conditions de vie se dégrader devant le capital de la bourgeoisie qui s'accumule. Des inégalités qui se creusent, décrites par Sismondi en avançant : « *La misère publique ne cesse de s'accroître avec la richesse matérielle (...) la classe qui produit tout, est chaque jour plus près d'être réduite à ne jouir de rien* ».

C'est dans ce contexte que la question sociale s'est posée avec acuité et le socialisme¹, comme courant de pensée, s'est fixé comme objectif de mettre fin au système capitaliste afin d'instaurer une société juste, caractérisée par une répartition aussi égalitaire que possible de la richesse et des revenus. Porté à ses débuts par des auteurs qui le considèrent comme une exigence morale et fondent une critique humaniste du capitalisme, il s'est enraciné avec la critique radicale de Karl Marx.

La critique du capitalisme et de la pensée libérale ne se limite pas au développement des doctrines socialistes. L'antagonisme vis-à-vis du classicisme britannique et français se nourrit par un autre courant dit « l'école historique ». Bien qu'elle ait eu des adeptes à l'extérieur, elle s'est constituée en Allemagne et est restée typiquement allemande d'où son nom de l'école historique allemande. Elle constitue une réaction aux fondements de la pensée libérale, à savoir : *l'ordre naturel* tard à apparaître ; *l'homo oeconomicus* n'existe pas ; *l'abstraction* des raisonnements conduit à une vision déformée de la réalité. En introduisant la dimension institutionnelle (l'histoire, les traditions...), elle réfute l'idée d'une économie politique universelle et préconise la méthode historique car l'économie politique ne peut être la même dans le temps et dans l'espace. D'ailleurs, ses auteurs suspectaient les idées telles que la concurrence et le libre-échange de n'avoir qu'un seul objectif, celui de renforcer et de consacrer l'avance et l'hégémonie de l'économie anglaise.

1-LES DOCTRINES SOCIALISTES

Le terme « socialisme » désigne l'ensemble des idées et des doctrines politiques qui, depuis le début du XIX^{ème}, projettent de mettre fin aux injustices sociales engendrées par le capitalisme industriel et financier, et de changer la société dans le sens d'une plus grande égalité. Par

¹ Le concept socialisme est issu du latin *societas* qui veut dire la société et désigne un ensemble de doctrines opposées à l'individualisme de la bourgeoisie. Le mot apparaît pour la première fois dans un article de Pierre LEROUX en 1831. Il s'agit alors de prendre le point de vue des opprimés (la classe ouvrière) et de développer des visions alternatives qui mettent en leur centre la question sociale (la question du partage des richesses).

extension, il désigne aussi les mouvements divers qui portent ces idées dans l'arène politique, ou encore l'organisation politique, sociale et économique censée créer la nouvelle société égalitaire. Depuis que Karl Marx et Friedrich Engels qualifient leur propre théorie de socialisme scientifique et l'opposent au « *socialisme utopique*² » pour qualifier les efforts de leurs prédécesseurs, le courant socialiste est divisé dans la littérature économique en deux doctrines : le *socialisme utopique* (pré-marxiste)³ et le *socialisme marxiste* (scientifique). Marx a qualifié aussi le socialisme de ses prédécesseurs de « *socialisme petit-bourgeois* » pour dénoncer le caractère timoré des réformes proposées et la manière pacifique (appel à la conscience, à la morale...) selon laquelle elles devaient être réalisées. Il voit en lui un moyen qui prive la classe ouvrière du seul moyen pour triompher, à savoir la révolution qu'elle doit mener.

1.1-Le socialisme utopique français

De façon générale, le socialisme utopique regroupe des auteurs qui tentent de combattre les inégalités par la mise en place de projets communautaires fondés sur l'association volontaire de travailleurs et la répartition équitable des richesses. Pour eux, l'industrialisation en cours constitue une chance pour les catégories les plus modestes, dès lors qu'elle est organisée selon des règles faisant prévaloir la solidarité sur le profit individuel.

1.1.1-Saint-SIMON et le Saint-Simonisme

Saint-Simon (1760-1825) défendait l'idée d'une nation conçue comme une grande société industrielle ou une grande manufacture. Il divise la société de son époque en deux classes d'importance numérique très inégale. D'un côté, les « **oisifs** » qui représentent la minime partie de la société et, de l'autre, les « **industriels** » qui englobent le reste de la société (les abeilles et les frelons). Il qualifie les oisifs de parti antinational, d'exploiteurs, de rétrogrades, de frelons regroupant les nobles et tous ceux qui s'opposent à la liberté d'entreprendre et vivant de la rente prélevée sur les autres. Alors que les industriels (référence faite aux cultivateurs, aux fabricants et négociants) sont ceux qui font toute les activités productives et commerciales. Ces derniers doivent s'unir contre la classe des oisifs pour instaurer la société industrielle qui doit être gérée comme une entreprise, par des hommes rompus à la direction des affaires. C'est le règne des compétences. L'économie doit être substitué au politique : *l'administration des biens doit succéder au gouvernement des hommes.*

Ainsi, La société industrielle défendue par Saint-Simon et ses disciples est une société *élitiste* et *non égalitaire*. C'est une société où chacun doit retirer de la société des bénéfices exactement proportionnés à *sa mise sociale*, c'est-à-dire à sa capacité positive, à l'emploi qu'il fait de ses moyens, parmi lesquels il faut comprendre, bien entendu, ses capitaux. *Les nouvelles élites seront constituées des entrepreneurs et des savants. Les premiers auront la*

² L'adjectif utopique est dérivé du titre du livre Utopia de Thomas More (1516). Issu du grec utopia, il est composé de la préposition négative grecque *ou* et du mot *topos* qui signifie « lieu ». Le sens d'« utopie » est donc, approximativement, « sans lieu », « qui ne se trouve nulle part ». Thomas More utilise, exceptionnellement, le terme d'*Eutopia* pour désigner le lieu imaginaire qu'il a conçu pour désigner la société idéale qu'il décrit dans son livre, une société opposée aux sociétés réelles imparfaites. Ainsi on comprend du terme utopie, l'idéalisme, la fiction ou le rêve.

³ Dans ce chapitre on va s'intéresser seulement à quelques figures du socialisme utopique français.

tâche d'exercer le pouvoir politique, dont l'objectif principal est la production. Quant aux savants, ils seront les nouveaux prêtres. Ainsi, l'ancien clergé sera remplacé par ceux qui ont une connaissance positive des choses et de la société.

En fait, si Saint-Simon est classé dans les socialistes, c'est plutôt en raison de sa conception de la propriété. Prendre aux oisifs pour redistribuer aux actifs. Ce thème sera repris et élargi par ses disciples, qui iront jusqu'à contester l'héritage (car l'héritage revient aux héritiers quelque soit leur capacité ou leur incapacité). En effet, le Saint-simonisme préconise l'abolition progressive de la propriété privée en instituant le droit d'héritage en faveur de l'Etat, qui deviendrait peu à peu le seul propriétaire de la totalité des capitaux. C'est l'État qui distribuera la terre et les capitaux à ceux qui ont les capacités requises, et les revenus des gérants seront fixés d'après les résultats réalisés : « *A chacun selon ses capacités, à chaque capacité selon ses œuvres* ». Le Saint-simonisme conçoit, en outre un système bancaire centralisé ayant à sa tête une banque nationale, dont l'objectif est le développement du crédit au profit des producteurs.

1.1.2-FOURIER Charles (1772-1837)

Fourier Charles est la figure française de **l'associationnisme**, une doctrine visant à supprimer le profit du capital privé, en rejetant la propriété individuelle mais aussi la collectivisation à l'échelle nationale. Sa vision consiste à réunir le capital et le travail de façon volontaire, à travers la constitution de groupements (petites communautés) ; **propriétaires collectifs de biens que les membres mettraient eux même en valeur**. Une conception de la société qui supprimera les rapports de dominant à dominé, pour éliminer à la fois le caractère pénible du travail et l'exploitation du travailleur et rendre l'homme plus heureux et plus prospère.

Fourier développe la conviction de l'existence d'un certain ordre social voulu par la providence (par Dieu) qui est destiné à procurer le bonheur des hommes. Cet ordre est régi par une force fondamentale qui est **l'attraction passionnelle** et une fois laissées se développer librement, les passions réaliseront l'harmonie et le bonheur : « *le devoir vient des hommes ; les passions viennent de Dieu* ». Il stipule qu'il faut abolir le devoir et libérer les passions pour que l'attraction joue librement et le travail deviendra une joie. Pour lui la joie et le bonheur doivent être cherchés du côté des activités agricoles.

L'associationnisme de Fourier et ses convictions se matérialise à travers sa notion de **Phalanstère** et les tentatives de sa concrétisation sur le terrain. Le phalanstère est un hôtel (palais) coopératif pouvant accueillir 1620 membres (810 hommes et 810 femmes) vivant dans un ensemble de bâtiments au milieu d'un domaine de 400 hectares à exploiter et cela dans une région attrayante où il aurait une rivière, des montagnes...etc. Le phalanstère est constitué sous forme d'une société par actions, grâce aux apports de ses membres, apports qui ne seront pas nécessairement égaux (les plus riches sont astreints à une contribution). Chacun aurait la possibilité de cultiver un jardin et les autres métiers (boulangier, forgeron...) seraient exercés par ceux qui les auraient choisis. Le revenu global est reparti selon des critères précis régissant le fonctionnement de phalanstère. Ainsi, cette conception communautaire est considérée par son auteur comme le stade ultime de l'évolution humaine : **la vie en phalanstère, c'est le paradis sur terre**. Et malgré leur caractère utopique et fantaisiste, les

idées de Fourier ont eu du rayonnement et ont provoqué plusieurs essais de concrétisation sur le terrain.

1.1.3-PROUDHON Pierre-Joseph (1809-1865)

Contrairement à Fourier, Proudhon est individualiste convaincu et se déclare adversaire à toute forme d'associationnisme qu'il considère comme une entrave à la liberté des travailleurs. Par ailleurs, il s'oppose à la collectivisation et à l'existence de l'Etat et réclame l'instauration de l'égalité et la justice dans la société. Proudhon stipule qu'avec la transition vers une société nouvelle, où l'égalité et la justice ont succédé à l'exploitation et où règne la solidarité, il n'y a pas de place pour un gouvernement. Pour lui l'**anarchie**, qui veut dire l'absence de l'Etat (le pouvoir autoritaire), *est la condition d'existence des sociétés adultes, comme la hiérarchie est la condition des sociétés primitives*. Pour que l'on ait une société juste, pense-t-il, il faut que l'État disparaisse et que les relations entre individus soient gouvernées par le contrat (anarchisme de Proudhon).

Pour que ce stade soit atteint, Proudhon soulève l'exigence de la **suppression de la propriété qu'il qualifie de vol**. Ce vol se fait à l'égard des travailleurs par le moyen d'une « *erreur de compte* » où le propriétaire capitaliste, en payant le travail des ouvriers, paye « *autant de fois une journée qu'il a employé d'ouvriers chaque jour, ce qui n'est point du tout la même chose* ». Or, la force immense qui résulte de l'union et de l'harmonie des travailleurs, de la convergence et de la simultanéité de leurs efforts n'est pas payée. C'est le propriétaire capitaliste qui s'attribue ce surplus d'énergie. Proudhon est profondément anticapitaliste car pour lui le capitaliste s'approprie le fruit du travail d'autrui à travers l'intérêt qu'il exige des prêts qu'il consent. Il prône le mutualisme bancaire, l'argent est ensuite prêté à ceux qui souhaitent s'émanciper de leur patron et mettre en œuvre leur propre capacité de travail.

1.2-Le socialisme marxiste

Karl Marx (1818-1883) est la figure de prou du socialisme dit scientifique (le marxisme). Avec la richesse de son œuvre⁴, K. Marx relève à la fois de l'économie, de la philosophie, des sciences politiques, de l'histoire, de la sociologie... Il reste l'un des grands penseurs du XIX^{ème} siècle, tout en étant un militant engagé du mouvement ouvrier. En édifiant ses conceptions sur des données scientifiques et non sur des souhaits et sur des rêves (à l'image des socialistes utopiques qu'il critiquait), il revendique un socialisme scientifique basé sur une critique rationnelle du capitalisme. Une critique qui est, elle-même, intégrée à une vision générale de l'histoire dont la succession des modes de production est le moteur. En faisant appel aux concepts des classiques, tout en creusant la logique même de leurs conceptions sur la valeur et la répartition, il retourne leur vision du capitalisme pour soulever ses contradictions et prédire sa disparition. Certains concepts et idées, développés par Marx pour rendre compte de ce qu'il considère comme **les contradictions intrinsèques du mode de production capitaliste**, méritent d'être soulignés.

⁴L'idéologie allemande (avec Engels), 1845-46 / Le manifeste du parti communiste (avec Engels), 1848 / Le Capital, 1867 / Salaire, prix et profit, 1867.

1.2.1-Le matérialisme historique

Contrairement aux philosophes idéalistes, K. Marx considère que ce ne sont pas les idées, par elles-mêmes, qui changent la société. Pour lui, on ne peut comprendre comment les idées changent l'histoire que si l'on comprend d'où viennent ces idées et pourquoi les gens les ont acceptées. Au-delà des idées, il faut s'intéresser aux **conditions matérielles** de la société où elles apparaissent. « *Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience* » avance-t-il. Ainsi, Marx donne la primauté aux faits économiques (les structures de production et les modes de production) qui constituent **l'infrastructure**, qu'il oppose aux institutions et aux idées (**la superstructure**).

En effet, il analyse les structures économiques et sociales pour comprendre comment fonctionnent les sociétés au sein desquelles les comportements humains sont fondamentalement déterminés par la situation historique générale et la position de classe⁵ que chacun occupe. Selon lui, chaque société se définit par son **mode de production** qui comporte deux dimensions :

- Les forces productives : l'ensemble des moyens de production disponibles (la terre, les machines, la technologie, la main d'œuvre)
- Les rapports de productions (ou rapports sociaux) : c'est les relations entre les producteurs regroupés en classes (propriétaires terriens, capitalistes et la classe ouvrière)

Au cœur des rapports de production figurent les rapports de propriété des moyens de production. A tout mode de production correspond une classe dominante possédant les principaux moyens de production et, donc, privant les autres (la classe dominée), à qui elle impose ses conditions au nom de ses intérêts à travers des **rapports d'exploitation**. Ces derniers génèrent des conflits d'intérêts et, par conséquent, des **conflits (luttres) de classes**. Pour Marx, la lutte de classes qui mine un mode de production constitue aussi le moteur de son dépassement pour l'émergence d'un nouveau mode, donc, d'une nouvelle société.

En effet, pour Marx le passage d'une société vers une autre (l'évolution sociale) n'est que le passage d'un mode de production vers un autre (le matérialisme historique : les modes de production sont conçus comme des situations passagères comprenant des mécanismes générateurs de crises et donc de transformation sociale), où les forces productives sont le vecteur. Il considère que les sociétés sont toujours en mouvement et passe d'un stade à un autre au fur et à mesure de transformations économiques et de révolutions sociales :

- Dans la première phase de l'arrivée d'un mode de production, les nouveaux rapports favorisent le développement des forces productives ;
- Progressivement, les mécanismes socio-économiques se grippent (les contradictions du mode) et les mêmes rapports de production deviennent un obstacle au développement des forces productives ;
- Cet obstacle deviendra un blocage et les crises économiques et sociales qu'il génère manifestent le besoin de dépasser ce mode devenu obsolète.

⁵ L'existence de classes est expliquée par l'existence de la propriété privée.

Marx met en exergue cette analyse à travers l'étude du fonctionnement et des limites du mode de production qui a marqué son époque : **le capitalisme**. Ce dernier est considéré comme un stade transitoire, qui sera dépassé suite à ses contradictions qu'il souligne (la suite du chapitre) et la lutte des classes.

1.2.2-La théorie de la valeur-travail

En s'alignant sur la vision de Ricardo, K. Marx considère que toute marchandise (bien) a une valeur d'usage et une valeur d'échange. Il considère que la valeur d'un bien est fonction de la quantité de travail nécessaire à la production de ce bien et de certains coûts intermédiaires (outils nécessaires à la production)⁶. Cependant, Marx approfondit l'analyse en s'intéressant à la différence d'habileté et de compétence incorporées dans la quantité de travail nécessaire pour la production d'un bien. Autrement dit, le travail n'étant pas homogène, il ne pourrait pas constituer un étalon. Pour lever cette difficulté due aux différences qualitatives du travail et pour qu'il soit un bon instrument de mesure de la valeur, Marx précise que la valeur d'une marchandise doit être mesurée par le « **temps de travail socialement nécessaire** ». C'est la durée de travail que la production nécessite en moyenne, compte tenu des conditions d'habileté et du niveau de développement de la société. Ainsi, le travail qui permet de mesurer la valeur est un « **travail abstrait** » différent du « **travail concret** » qui a effectivement servi à produire le bien considéré.

Marx approfondit l'analyse de valeur-travail en l'appliquant à la force de travail⁷ des ouvriers. Cette dernière, comme toute autre marchandise, a une valeur d'usage et une valeur d'échange. Sa valeur d'usage (d'utilité) s'exprime par sa mise en service du capitaliste, propriétaire des moyens de production, dont son utilité est la création de richesse. Sa valeur d'échange se reflète par le salaire perçu des ouvriers. Pour Marx, dans le système capitaliste, dont le **rapport social est le salariat**, les ouvriers n'ont qu'une seule marchandise à vendre à sa valeur d'échange, celle de leur force de travail en contre partie d'un salaire permettant de reproduire cette force de travail.

1.2.3-L'exploitation capitaliste : la théorie de la plus-value

K. Marx considère le capitalisme, marqué par le rapport capital-travail, comme un **système d'exploitation** à l'image des systèmes qui ont marqué l'évolution humaine (l'esclavagisme, le servage). Alors que les forces productives sont principalement les moyens de production industrielle, deux classes sociales jouent un rôle fondamental dans la société :

- **La classe bourgeoise (les capitalistes)** : Elle possède les principaux moyens de production et investit ses capitaux dans la production en vue de dégager un profit, en achetant la force de travail des salariés.
- **La classe ouvrière (les prolétaires)** : Elle ne possède que sa force de travail et doit la vendre pour pouvoir subvenir à ses besoins.

⁶ Marx parle du « travail direct » et du « travail indirect » ou « travail mort ».

⁷ C'est l'ensemble des facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps d'un homme, dans sa personnalité vivante, et qu'il doit mettre en mouvement pour produire des choses utiles.

Marx décrit le rapport de production capitaliste d'un rapport d'exploitation et de domination permettant à une minorité (la bourgeoisie) de s'approprier le produit du travail de la majorité (les ouvriers), puisque l'ouvrier ne vit qu'à « la condition de trouver du travail et qu'il n'en trouve que si son travail accroît le capital ». Le capitaliste exploite le prolétaire en accaparant **la plus-value réalisée** lors de la production. Marx place l'extorsion de la plus-value au cœur du rapport capital-travail. Alors que le salaire rémunère la force de travail à sa valeur (correspond aux coûts de subsistance nécessaire à l'entretien et la reconstitution de cette force de travail), le résultat du travail (la production) appartient complètement au capitaliste et a une valeur supérieure au salaire versé. La différence, la plus-value est ainsi extorquée aux ouvriers pour générer le profit des capitalistes. Comme Marx considère que c'est la plus-value qui est la source du profit du capitaliste, et, par conséquent, celle de son accumulation du capital, la paupérisation de la classe ouvrière augmentera de plus en plus d'où son appel « *Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* »⁸

1.2.4- Accumulation du capital et La baisse tendancielle du taux de profit

L'accumulation du capital reste l'un des fondements du capitalisme. C'est le processus du réinvestissement d'une partie du profit (plus-value) réalisé pour accroître le stock du capital.

K. Marx distingue le **capital variable** (la partie du capital qui sert à payer les salaires de la force de travail) et le **capital constant ou technique** (la partie du capital correspondant aux machines et aux consommations intermédiaires). Or, pour augmenter leurs profits, les capitalistes ne peuvent indéfiniment baisser les salaires et, par conséquent, ils sont confrontés à une diminution tendancielle de leur capacité à extraire de la plus-value (la contradiction du système selon Marx). Ils peuvent par contre augmenter leur capital technique. Cependant, et à son tour et sous l'accentuation de la concurrence, **La baisse tendancielle du taux de profit** trouvera son origine dans la substitution du capital au travail. En effet, avec la concurrence, chaque capitaliste a intérêt à augmenter à la **composition organique** de son capital (le rapport entre capital et travail dans la combinaison productive) en introduisant le progrès technique et en substituant du capital au travail pour rendre ce dernier plus productif. Sauf qu'opérant ainsi, il réduit sa capacité à extraire de la plus-value puisque seul le travail en est la source.

Selon Marx, cette tendance va conduire dans, un premier temps, à l'élimination des capitalistes *faibles* par les *forts* sous l'effet de fusions-acquisitions-absorptions. Mais à terme, la société capitaliste ne pourra durablement soutenir l'accumulation qui serait de plus en plus soumise à une baisse de l'extraction globale de la plus-value et donc à une baisse tendancielle des taux de profit. Lorsque ceux-ci auront suffisamment baissé, il en résultera un blocage de l'accumulation, combiné à la paupérisation de la population, pour déclencher la crise du système qui ne trouvera son issue que dans la destruction et/ou la dévalorisation du capital accumulé.

⁸ K. Marx et F. Engels. Manifeste du parti communiste, 1848.

Ainsi, pour des raisons intrinsèques au système capitaliste (crises de surproduction avec la paupérisation de la société, baisse tendancielle du taux de profit, concentration...), Marx avance que ce système connaîtra des crises récurrentes de plus en plus graves et la lutte de la classe ouvrière permettra son dépassement pour l'instauration d'une société plus égalitaire (le socialisme), puis une société idéale (le communisme).

2-L'ÉCOLE HISTORIQUE ALLEMANDE

Le raisonnement économique fondé sur l'intérêt, la concurrence et le marché qui s'affirme au XVIIIe siècle se heurte d'emblée, en terre germanique, à une pensée économique originale. Face aux physiocrates, les caméralistes se font les défenseurs de l'efficacité de la politique économique fixée par le Prince dans la pièce (*kammer* en allemand) où il réunit ses conseillers.

Le philosophe Johann Gottlieb Fichte écrit en 1799 *L'État commercial fermé*, ouvrage dans lequel il donne un contenu économique à la notion de « frontières naturelles » chère aux révolutionnaires français. Les frontières naturelles sont celles qui autorisent l'autarcie. Friedrich List (1789-1846) publie en 1841 son *Système national d'économie politique*, un manifeste protectionniste qui accuse les libre-échangistes de n'avoir d'autre but que de consolider la suprématie économique anglaise.

Pour Fichte comme pour List, l'économie politique libérale n'est pas une science, mais une analyse orientée tendant à sauvegarder l'avance économique de l'Angleterre et de la France. D'où l'idée que chaque pays doit réfléchir à son histoire, ses traditions, ses structures politiques pour concevoir une économie politique en phase avec sa réalité nationale. C'est sur cette idée que se construit l'École historique allemande.

L'ensemble des penseurs qui la constituent vont dominer la production intellectuelle économique en Allemagne au XIXe siècle, en deux vagues, l'une dans les années précédant la révolution de 1848, l'autre s'affirmant après le traité de Francfort de 1871 et l'Unité allemande.

2.1-La première école historique allemande

Trois noms l'illustrent : ceux de Wilhelm Roscher (1817-1894), Bruno Hildebrand (1812-1878) et Karl Gustav Knies (1821-1898).

Trois principes peuvent résumer leur doctrine : le premier est que, par sa nature même, l'économie politique ne peut être la même dans le temps et dans l'espace. Les conclusions que l'on tire de l'étude d'une société rurale ne s'appliquent pas à une société industrielle. Ainsi, les économistes ricardiens qui fondent leurs théories sur les méfaits de la rente foncière produisent une pensée datée et localisée. Un phénomène ne peut s'analyser en termes scientifiques que s'il est reproductible. Or l'économie obéit à une logique historique dont l'objectif est de faire en sorte que demain ne soit jamais comme aujourd'hui puisque demain doit accroître les richesses d'aujourd'hui.

Le deuxième est que la vision de la société comme une collection d'individus mus par leur intérêt est erronée, car elle ignore l'existence d'une identité collective qui ne se construit pas dans la somme des intérêts individuels. L'État a en particulier des objectifs qui lui sont propres. Celui qui développe le plus cet aspect est Knies. Il s'est rendu célèbre pour avoir étudié ce qu'il appelle « Das Adam Smith Problem », c'est-à-dire les contradictions d'Adam Smith. Pour Knies, la conception développée dans *La Richesse des nations* (1776) d'une humanité n'agissant que selon son intérêt est une fiction et Adam Smith lui-même en a conscience. En effet, dans son *Traité des sentiments moraux* (1759), il ne limite pas les mobiles de l'action des hommes à la seule satisfaction de leurs intérêts.

Le troisième est que la dynamique économique repose moins sur la concurrence que sur la volonté des entrepreneurs. Le capitalisme existe parce qu'il y a des capitalistes. En formant cadres et ingénieurs, l'État compte autant que le marché pour faire émerger la richesse. Une des conséquences de ces théories est que le libre-échange, dont le but est de mettre sur un pied d'égalité des pays qui n'ont pas la même histoire, perturbe plus qu'il ne favorise le développement.

2.2-Le socialisme de la Chaire

La révolution de 1848 marque une rupture sensible en Allemagne d'où va naître la seconde école historique, dont les membres les plus importants sont Gustav Schmoller (1838-1917) et Adolf Wagner (1835-1917). L'un et l'autre s'opposent non seulement aux idées néo-classiques, qui pour eux prennent la forme des idées autrichiennes, mais aussi à la montée en puissance du socialisme collectiviste. Knies était politiquement libéral, Wagner insiste sur les vertus de l'autorité de l'État et se définit comme un « socialiste de la chaire », intellectuel engagé dans le refus tant de l'automatisme du marché que du marxisme.

Continuité théorique, la seconde école reste protectionniste. Devenue une entité politique puissante après 1871, l'Allemagne prétend devenir la rivale économique de la Grande-Bretagne. Pour cela, il ne faut pas se perdre dans les raisonnements abstraits des économistes de Vienne comme Carl Menger ou Eugen von Böhm-Bawerk, mais définir en collant au plus près à la réalité une politique économique offensive, qui passe entre autres par la protection du marché intérieur.

Schmoller se concentre sur des travaux d'analyse de séries statistiques, qui à la longue se révèlent trop détaillés pour permettre l'expression concrète d'une politique économique. Néanmoins, il s'investit dans la vie politique, de même que Wagner qui conseille Bismarck. Wagner soutient que la croissance crée un sentiment d'inégalité et donc des frustrations sociales qui appellent une intervention de l'État. D'où la « loi de Wagner », selon laquelle le poids des dépenses publiques dans la production ne peut qu'augmenter avec le temps.

À la différence de la « vieille école historique » (Hildebrand, Knies, Roscher), qui voulait seulement corriger les défauts de la théorie économique à l'aide de recherches historiques visant à dégager des régularités empiriques, les « **jeunes historistes** », groupés autour de

Schmoller, **rejettent toute science économique** et réduisent l'économie à un organisme dominé par le politique, le droit et la coutume, seulement susceptible d'une description historique. Ils s'engagèrent en particulier dans une « querelle des méthodes » avec le fondateur de l'école autrichienne Carl Menger. Dans ses *Principes d'économie politique*, Schmoller distingue des « organes spontanés », qui apparaissent dès le début de l'évolution historique (la tribu, le clan, la famille), et des « organes dus à une intervention de la volonté », qui apparaissent avec le développement de la culture.

L'école historique allemande est un monde de pensée. Son esprit et sa méthode ont marqué une grande partie des auteurs américains, principalement ceux qui ont réagi contre la pensée classique anglaise au nom de l'institutionnalisme et du behaviorisme.

Bibliographie

- CAMPAGNOLO Gilles (Rééd 2014) ; *Critique de l'économie politique classique : Marx, Menger et l'École historique allemande*. Matériologiques Collection « E-conomiques».
- DELEPLACE Ghislain et LAVIALLE Christophe (2008). *Maxi fiches d'Histoire de la pensée économique*. Ed Dunod. Paris.
- FRANTZEN Pieter (1978) ; *Histoire de la pensée économique ; une analyse marxiste*. Ed de l'Université de Bruxelles, Belgique.
- VILLEY Daniel et NEME Colette (1985). *Petite histoire des grandes doctrines économiques*. Ed Librairies Techniques. Paris.
- NEZEYS Bertrand (1998) ; *Economie politique, manuel*. Ed Economica, PARIS